

11 septembre 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Jacques Chirac,
Président de la République, sur les relations
franco-libanaises et sur le processus de paix
au Proche-Orient, Paris le 11 septembre
1997.

LE PRÉSIDENT- Mesdames, Messieurs, je suis heureux de vous saluer. Je voudrais dire ma joie de rencontrer une fois de plus le Premier Ministre du Liban, en voyage officiel en France, d'abord parce que c'est le Premier Ministre du Liban et que les relations entre la France et le Liban sont naturellement excellentes et deuxièmement parce que c'est un ami.

Le Premier Ministre est venu dans le cadre de nos relations pour rencontrer le gouvernement français, qu'il connaît déjà, et notamment pour signer certains accords de coopération, demain, avec le Premier ministre français.

Je voulais surtout dire au Premier Ministre, et à travers lui à tous les Libanais, que la politique de la France à l'égard du monde arabe en général, du Moyen-Orient et surtout à l'égard du Liban, n'avait naturellement pas du tout changé à la suite du changement de gouvernement, et que la nature de nos relations, la politique suivie par la France à l'égard du Liban, et donc la politique du Liban à l'égard de la France, restaient exactement les mêmes.

J'ai cru comprendre que le Premier Ministre du Liban était satisfait de cette situation et, demain, à l'occasion de ses entretiens avec notre Premier Ministre et de la signature de nos accords -ce qui est une procédure exceptionnelle que le Premier Ministre français signe ce type d'accords, et qui a été retenue pour bien marquer la permanence de notre amitié et de notre relation privilégiée- le Premier Ministre Hariri aura l'occasion de voir qu'effectivement ce que je lui avais indiqué était bien confirmé dans les faits.

Voilà, nous avons par ailleurs, naturellement, parlé de tous les problèmes à la fois internationaux et bilatéraux, et notamment du problème du Moyen-Orient et du processus de paix. J'ai dit au Premier Ministre combien nous étions inquiets de la dégradation, et même de la mise en cause profonde du processus de paix, combien nous restions attachés au processus tel qu'il avait été engagé par l'ancien gouvernement d'Israël, combien nous étions attachés à certains principes, et notamment à l'échange de la terre contre la paix, qui était le fondement, la fondation des accords d'Oslo, et combien la France souhaitait participer avec l'Europe, avec naturellement les Américains qui ont un rôle essentiel, à relancer ce processus de paix, et à faire en sorte que la sécurité certes soit assurée, car c'est vital, mais également que la paix avance, car il n'y a pas de paix sans sécurité. C'est vrai. Il n'y aura pas naturellement de sécurité tant qu'il n'y aura pas la paix et que le meilleur moyen d'assurer la sécurité, c'est évidemment de faire la paix.

QUESTION - Monsieur le Président, M. VEDRINE a annoncé aujourd'hui que le processus de paix est mort et le dynamisme est mort. Comment comptez-vous, avec l'Europe, sortir de l'impasse ?

LE PRÉSIDENT - Je vous l'ai dit tout à l'heure. Nous sommes très attachés aux principes sur lesquels était fondé le processus de paix, notamment l'échange de la terre contre la paix. Nous sommes très attachés à lutter contre toutes les formes de terrorisme qui sont liées à la situation de non-paix. Convaincus que pour faire la paix il faut que chacun soit assuré de ne pas être victime du terrorisme et convaincu aussi que la sécurité ne sera réellement assurée que lorsqu'il y aura la paix.

Par conséquent, nous sommes très favorables à toutes les initiatives américaines, nous sommes favorables aux initiatives européennes, et la France est toujours un peu en tête de l'initiative européenne, pour essayer d'apporter une contribution à la remise en marche du processus de paix.

C'est vrai que nous sommes inquiets. C'est vrai aussi que nous travaillons en étroite coopération avec nos amis de la région, notamment le Liban et la Syrie, pour essayer d'apporter quelque chose de positif au processus de paix.